



LÉGATION DE SUISSE
AU PÉROU

Lima, le 27 février 1952.
Case Postale 378

Notre No. B.12 - I/Pa.
Référence: Votre No.

RAPPORT POLITIQUE No. 1.

Le traité d'assistance militaire entre le
Pérou et les Etats-Unis.

Un communiqué officiel du Gouvernement péruvien, paru le 23 février, annonça que, le jour précédent, un traité d'assistance militaire avait été signé avec les Etats-Unis. Le communiqué est assez laconique; il dit tout simplement qu'un programme d'assistance militaire entre les deux pays a été préparé et signé dans le but de stimuler la défense de l'hémisphère occidental selon ce que prévoient plusieurs instruments interaméricains notamment le traité de Rio de Janeiro et les résolutions prises lors de la troisième réunion des Ministres des Affaires Etrangères des pays de l'Amérique qui eut lieu l'an passé à Washington.

Les télégrammes de Washington de l'"Associated Press" et de la "United Press" que les journaux de Lima ont reproduits sont plus explicites que le communiqué péruvien quant au contenu du nouveau traité. Ils indiquent que le Pérou s'est engagé à collaborer pleinement à la défense du monde libre et à fomentier la paix dans le cadre des Nations Unies auprès desquelles le pacte sera dûment enregistré.

En dehors de ces principes d'ordre général donnant un reflet de la ligne de conduite des Etats-Unis en politique internationale, le pacte contient des clauses aussi bien économiques que militaires.

Par les clauses militaires, les Etats-Unis s'engagent à livrer au Pérou du matériel de guerre moderne, dont il a un urgent besoin, avec obligation de la part du Pérou de n'utiliser ce matériel que dans le but indiqué par le traité et en étroite collaboration avec les Etats-Unis (lisez " sous leur contrôle "). Quoique le traité doive encore être ratifié par le



Parlement péruvien, les Etats-Unis ont déjà commencé la livraison de matériel de guerre. Le 21 de ce mois, à Green Cove Spring (Florida), trois torpilleurs ont été cédés au Pérou.

Quant aux clauses économiques, le Pérou s'engage à faciliter aux Etats-Unis, dans la mesure du possible, l'acquisition des matières premières qu'il produit et à éviter qu'elles ne soient livrées aux pays qui sont au-delà du rideau de fer, c'est-à-dire de participer au boycott commercial des Etats-Unis contre la Russie et ses satellites.

Quoique cela paraisse paradoxal, les clauses économiques de ce pacte d'assistance militaire sont beaucoup plus importantes que les militaires, aussi bien pour les Etats-Unis que pour le Pérou. Le Pérou est un pays extrêmement riche en matières premières dites stratégiques (pétrole, cuivre, zinc, fer) et, en plus, il jouit d'une position géographique qui le protège par la distance des attaques des ennemis potentiels des Etats-Unis. Dans le cas d'un conflit mondial, la production de matières premières pourrait tranquillement se poursuivre, loin des possibles théâtres de guerre.

En ce qui concerne le Pérou, il est évidemment fortement intéressé sur le plan économique à ce que l'exploitation de ses richesses naturelles se développe le plus rapidement possible. Le programme de réarmement des Etats-Unis et ses besoins croissants en matières premières de toute sorte sont un facteur puissant que le Pérou s'est proposé d'utiliser en sa faveur. C'est ainsi que, prochainement, le Sénat péruvien votera une législation moderne, déjà approuvée par la Chambre des Députés, facilitant l'exploitation de ses gisements de pétrole, gisements peut-être aussi riches que ceux du Vénézuéla et beaucoup moins exposés à des agressions de l'aviation stratégique. Depuis une année, la " American Metals Co. " prépare au sud du pays (Toquepala) l'exploitation de gisements de cuivre qui se sont révélés aussi riches, si ce n'est davantage, que ceux du nord du Chili appartenant à la " Chile Copper Corporation ", le plus important producteur de cuivre de tout le continent. Dernièrement la " Import & Export Bank " a consenti un crédit de 20 millions de dollars à la " Cerro de Pasco Corporation " pour l'installation d'une puissante raffinerie de zinc, tandis que la "Utah Corpora-

tion " vient de signer un contrat pour entreprendre l'exploitation de gisements de fer également situés au nord du pays.... Et ce n'est qu'un début. Il est compréhensible que le monde péruvien des affaires ne puisse guère être opposé à un tel pacte, même s'il est de nature militaire, puisqu'il doit assurer au pays l'affleux croissant de dollars dont il a un urgent besoin pour son développement économique.

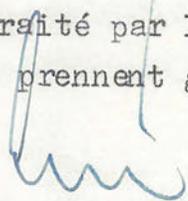
Par ailleurs les militaires, qui jouent un rôle décisif dans la politique du pays, en sont aussi satisfaits puisque le traité dont il s'agit doit leur permettre d'acquérir à bon compte, si ce n'est gratuitement, un matériel de guerre moderne. Quel soldat résisterait à une telle tentation, même si l'acquisition de ce matériel de guerre implique la soumission à une étroite surveillance de la part d'une puissance étrangère? Cette surveillance, les Etats-Unis se proposent de l'exercer rigoureusement ainsi qu'en témoigne la présence au Pérou d'une mission militaire et d'une mission navale, les deux fort nombreuses, de même que d'un personnel diplomatique comprenant nombre d'attachés militaires, navals et de l'air dépendant de l'Ambassade. La pierre de touche du traité d'assistance militaire consistera en l'art diplomatique des militaires yankees d'exercer le contrôle avec tact, de manière à ne pas froisser l'orgueil national des officiers péruviens et d'éviter en même temps que le matériel de guerre livré ne serve à des fins agressives contre le voisin, contre l'Equateur par exemple, avec lequel le Pérou est toujours en tension latente. C'est probablement pour cette raison que les Etats-Unis viennent de signer également un traité d'assistance militaire avec l'Equateur.

La tâche des militaires nordaméricains dans ce domaine ne sera pas facile en raison des susceptibilités et des rivalités nationalistes des pays sudaméricains. Le cas du Mexique, avec lequel les pourparlers furent interrompus ces jours précisément, et les difficultés qui ont surgi dans les négociations en cours avec d'autres pays d'Amérique latine (Chili, Colombie, Cuba et Brésil) le prouvent de manière évidente. En cela consiste le point sensible des traités d'assistance militaire signés jusqu'à présent par l'Equateur et le Pérou seulement et que signeront encore

- 4 -

d'autres états sudaméricains avec le puissant, mais non tout-puissant voisin du Nord.

Inutile de dire que ces traités sont violemment attaqués par les communistes et crypto-communistes qui essaient d'exploiter toutes les faiblesses inhérentes à ce genre d'accord entre un puissant état et un état faible; le complexe d'infériorité du faible peut offrir le danger d'une boîte de Pandore et, en ce qui concerne le Pérou, les communistes et leurs acolytes, trop faibles comme force politique, pourraient néanmoins tendre des embûches jusqu'à la ratification du traité par le Congrès si le Gouvernement et les Etats-Unis n'y prennent garde.



J.A. Berger, Chargé d'Affaires.